

Mise en pratique irresponsable des principes d'exportation d'armes par Heckler & Koch

- Heckler & Koch continue de livrer dans des régions en crise et à des régimes violant les droits de l'homme
- L'entreprise d'armement porte toujours le nom du sbire nazi meurtrier, Edmund Heckler
- Demandes reconventionnelles exigent que le conseil exécutif et le conseil Vorstand und Aufsichtsrat ne soient pas déchargés
- Les actionnaires critiques soumettent 103 questions sur le développement contestable de l'entreprise

Berlin/Cologne, 30.08.2021. À l'occasion de l'assemblée générale de Heckler & Koch AG qui aura lieu demain, l'Alliance des actionnaires critiques de Heckler & Koch exige que le producteur d'armes légères se décide enfin à mettre en pratique de manière crédible et cohérente la « stratégie des pays verts », qu'il s'est lui-même imposée. En 2016, Heckler & Koch a lancé sa « stratégie des pays verts », selon laquelle l'entreprise ne livrerait plus que des États démocratiques et non corrompus de l'UE et de l'OTAN ou encore les États partenaires de l'OTAN. Dans la mise en œuvre toutefois, le fabricant d'armes légères a tempéré cette directive. Désormais, la Corée du Sud, l'Indonésie, la Malaisie ou Oman sont considérés comme des « pays verts » et peuvent donc être livrés.

« Au lieu d'assouplir sa 'stratégie des pays verts', Heckler & Koch doit mettre en œuvre et étendre les restrictions des exportations d'armes de manière cohérente », selon Charlotte Kehne, conseillère pour le contrôle des exportations d'armes auprès de « Ohne Rüstung Leben » et porte-parole de « Aktion Aufschrei – Stoppt den Waffenhandel! ». Kehne renforce ainsi une demande qu'une alliance d'ONG avait déjà formulée en juillet dans une lettre adressée au conseil d'administration de Heckler & Koch : « Les possibilités de livrer des armes de Heckler & Koch à des États en guerre, dans des conflits armés, dans des pays où les droits de l'homme sont violés ou dans lesquels les violations de l'utilisation finale sont connues, doivent être immédiatement interdites et ceci sans exception. Cette mesure minimum doit également s'appliquer aux anciens contrats, indépendamment du fait qu'il s'agisse de l'UE, de l'OTAN ou de pays tiers », a poursuivi Mme Kehne.

Ruth Rohde, membre du conseil d'administration du RüstungsInformationsBüro (RIB e.V.), ajoute : « Même les exportations dans les pays que Heckler & Koch qualifie de 'verts' ne sont pas aussi irréprochables que l'entreprise voudrait nous le faire croire. En 2020, Heckler & Koch a réalisé 34% de son chiffre d'affaires aux États-Unis, le pays où 41 000 personnes ont trouvé la mort par balles. Il est totalement irresponsable d'étendre davantage ce commerce mortifère. »

Jürgen Grässlin, président du RüstungsInformationsBüro, porte-parole national de DFG-VK et de la campagne « Aktion Aufschrei – Stoppt den Waffenhandel! » a soumis deux demandes reconventionnelles au nom des Actionnaires critiques. « Ceux qui, comme le conseil d'administration et le conseil de surveillance de H&K AG, sont responsables d'une politique commerciale aussi mauvaise et aux conséquences aussi fatales, ne doivent pas être déchargés. Au cours de l'exercice écoulé, la direction de H&K a également violé massivement sa propre 'stratégie des pays verts' en imposant des exportations d'armes dans des régions en crise. De nombreuses personnes ont été tuées au Mali par le partenaire de l'OTAN, la France, et aux États-Unis, dans leur propre pays, et au cours d'interventions militaires internationales avec des armes de H&K. Pour ne rien arranger, Heckler & Koch porte toujours le nom du sbire nazi et gestionnaire de l'industrie d'armement mortifère Edmund Heckler dans sa raison sociale – pour combien de temps encore ? »

Il continue en outre de régner chez Heckler & Koch un chaos parmi le personnel au sein du conseil de surveillance, un manque de transparence dans la structure des propriétaires et un endettement élevé. Tandis que l'ancien actionnaire principal et président du conseil d'administration Andreas Heeschen tente encore d'une manière ou d'une autre d'entrer au conseil de surveillance par le biais d'une action en justice pour vices procéduraux, en allant jusqu'au tribunal régional supérieur de Stuttgart, l'administration de son côté s'efforce de l'en empêcher en soumettant à nouveau les décisions de la dernière assemblée générale. Les Actionnaires critiques ont déposé 103 questions concernant tous ces aspects névralgiques et les dernières procédures judiciaires qui ont échoué.

Les Actionnaire critiques de Heckler & Koch utilisent leur droit de poser des questions pour confronter le conseil d'administration et le conseil de surveillance du fabricant d'armes légères à leurs critiques et les questionner sur leurs pratiques commerciales.

Questions soumises par les Actionnaire critiques de H&K :

<https://www.kritischeaktionaere.de/heckler-koch/aushoehlung-gruene-laender-strategie-verlorenegerichtsverfahren-ruestungskonversion-und-personalquerelen-unsere-fragen-an-den-vorstand-von-heckler-koch/>

Demandes reconventionnelles de Jürgen Grässlin au nom des Actionnaire critiques de H&K:

<https://www.kritischeaktionaere.de/heckler-koch/fragwuerdige-ausnahmen-und-intransparente-kriterien-bei-der-gruene-laender-strategie-gegenantraege-von-juergen-graesslin/>

Contacts presse :

- Jürgen Grässlin, RIB e.V., DFG-VK, „Aktion Aufschrei – Stoppt den Waffenhandel!“, tél. : 0049-761-7678208, portable : 0049-170-6113759, jg@rib-ev.de, www.rib-ev.de, www.gn-stat.org, www.dfg-vk.de, www.aufschrei-waffenhandel.de,

- Tilman Massa, Dachverband Kritische Aktionärinnen und Aktionäre, tél. : 0049-221-5995647, portable : 0049-173-7135237, dachverband@kritischeaktionaere.de, www.kritischeaktionaere.de